

# 25 AVRIL

---

## OPPRESSION EXPRESSION

## HISTORIQUE DU MOUVEMENT



Manifestation devant le Rectorat

Mardi 23 avril, 200 étudiants manifestent leur solidarité avec leurs camarades allemands, rentrent dans la faculté de lettres et occupent un amphithéâtre pour discuter avec un étudiant allemand de la S.D.S. (étudiant socialiste de gauche).

Le doyen, après avoir menacé d'appeler les flics, assiste à la discussion et promet un amphithéâtre pour le jeudi 25 afin que nous puissions poursuivre la discussion. Cette réunion est annoncée par tract et affiche à l'intérieur de la fac ; mais jeudi matin, sur ordre du recteur et du ministre, la réunion est interdite. Estimant qu'ils ont le droit de débattre politique sur leur lieu de travail, décide de tenir la réunion malgré l'interdiction ; 450 étudiants environ sont présents et un camarade de Nanterre introduit la discussion. A l'extérieur de l'amphithéâtre quelques fascistes cassent les vitres, lancent des pierres et des bombes fumigènes.

Au lieu de disperser ces excités, la police enfonce la porte de notre salle pour faire cesser la réunion. L'on se demande si vraiment les flics voulaient « rétablir l'ordre » ou empêcher la libre discussion des étudiants. L'amphithéâtre évacué, 500 étudiants manifestent spontanément aux cris de : « Pas de flic à la fac ! ».

Le vendredi 3 mai se tient une réunion Salle du Sénéchal avec la participation de professeurs. Nous ne voulions pas reculer devant la répression et abandonner notre droit de débattre politique dans la faculté, mais tout simplement continuer à discuter dans le calme. Environ 600 étudiants participaient à cette réunion et tout le monde — sans exclusive — put s'y exprimer. Le nom de « Mouvement du 25 avril » est adopté par l'assemblée.

## Historique (suite)

Dans la nuit de vendredi à samedi la répression s'abat sur nos camarades parisiens. Le « Mouvement du 25 Avril » appelle tous les étudiants à revenir dans la fac de lettres pour le mardi 2 mai.

Il s'agissait pour nous de décider la forme de soutien que nous voulions apporter à nos camarades parisiens, mais aussi de continuer la lutte que nous avons commencée. La réunion est interdite mais les flics n'interviennent pas. Une assemblée libre se tient dans le grand amphithéâtre qui est antichambre (1 600 personnes); quatre revendications sont avancées et acceptées :

- réintégration d'un camarade du Lycée Fermat qui avait été exclu pour distribution de tracts ;
- démission du recteur Richard qui avait envoyé les flics dans la fac ;
- Amnistie totale pour les camarades parisiens emprisonnés ;
- retrait des flics du quartier latin, réouverture de la Sorbonne et de Nanterre.

L'Assemblée libre décide de partir en manifestation vers le rectorat : 4 000 personnes descendent dans la rue.

Devant le rectorat, le recteur nous accorde la liberté d'expression dans les facultés si les doyens le permettent ; mais il affirme qu'il ne peut rien pour le lycéen : l'administration de Fermat est seule maîtresse. Nous nous dirigeons donc vers le Lycée Fermat pour exiger la réintégration immédiate de notre camarade : devant le lycée les flics chargent très brutalement et lancent des grenades lacrymogènes.

Décidés à résister à la répression, nous résistons : des camarades s'arment dans un chantier voisin et ripostent avec des pierres. Finalement le proviseur du Lycée descend dans la rue et promet de réintégrer le lycéen, non sans longues discussions. La manifestation se disperse.

Mercredi les cours cessent dans la faculté de lettres et sont remplacés par des débats politiques sur les luttes étudiantes, sur la transformation de l'Université et de la Société, sur les liens entre les luttes ouvrières et les luttes étudiantes.

Dans la nuit du vendredi 10 mai au samedi, le gouvernement lâche ses chiens : les flics organisent un véritable massacre de nos camarades parisiens.

Dès samedi nous organisons la riposte : les étudiants se réunissent à la faculté des sciences de Ranguel ; décident d'appeler la population à venir débattre avec eux dimanche dans les facultés.

Une manifestation (4 000 à 5 000) se forme jusqu'à la place du Capitole et la faculté de lettres aux cris de : « La population avec nous ! » et « Lundi, grève générale ! ».

En effet, parallèlement, une réunion intersyndicale, à laquelle participe le « Mouvement du 25 Avril », décide des modalités d'action pour le lundi 13.

En Lettres et en Sciences des étudiants occupent les facultés durant la nuit de samedi à dimanche et s'organisent en commissions pour pouvoir discuter. Dimanche les débats continuent avec la participation de non-étudiants, syndicalistes, etc...

Lundi, 10 à 12 mille manifestants (lycéens, collègues techniques, etc.) se regroupent derrière la banderole du « Mouvement du 25 Avril » en criant : « Répression faire face ! » - Etudiants solidaires des travailleurs ! ».

Deux remarques sont à faire à propos de cette journée :

- des camarades étudiants ont pu participer aux piquets de grève avec les ouvriers devant les usines et discuter de leur lutte commune ;
- après la manifestation la population fut invitée à venir discuter à la faculté de lettres : la participation fut très nombreuse et les débats fort intéressants.

C'était une nouvelle étape de notre lutte : montrer concrètement que nous avions conscience que ce n'est pas seuls que nous pourrions changer l'Université et la Société, mais que notre combat rejoignait celui de la classe ouvrière.

Depuis, notre travail s'organise sur deux fronts :

- dans l'Université le mouvement a largement débordé Lettres ; depuis plus d'une semaine des assemblées libres se tiennent en Sciences, aux Beaux-Arts, atteignant Médecine et Droit ; des grandes écoles et des lycées rejoignent notre Mouvement ;
- nous avons aussi la volonté de dépasser le cadre de l'Université : à l'appel du « Mouvement du 25 Avril », des étudiants ont, à leur tour, exprimé leur solidarité avec les travailleurs en manifestant avec les ouvriers du bâtiment (Duc et Méric). La faculté de lettres est ouverte à tous et des groupes d'ouvriers viennent (souvent) discuter avec des étudiants.

Sommes-nous des enrégés ou des étudiants qui ont pris conscience que l'enseignement qu'ils recevaient faisait d'eux des exploités. Nous sommes conscients que seuls nous ne pouvons pas transformer l'Université et la Société, pour cela la classe ouvrière est déterminante. Mais les derniers événements nous ont montré que si nous sommes déterminés à lutter jusqu'au bout, notre lutte a des répercussions sur l'ensemble du pays : aujourd'hui la classe ouvrière occupe les usines.

## NOS REVENDICATIONS

L'assemblée générale du « Mouvement du 25 avril » a constaté un malaise profond dans notre système global actuel. Ce système concrétisé par une consommation de masse et de spectacle tend à mécaniser l'individu. Cette analyse a entraîné chez les étudiants une prise de conscience aiguë dont les événements récents montrent l'ampleur.

L'Université, comme les autres sections participe activement à l'aménagement et au fonctionnement de ce système dont elle dépend étroitement.

Aussi, les étudiants ont-ils décidé sur les lieux mêmes de leur travail de mettre en question les structures universitaires. Le « Mouvement du 25 avril » est conscient que son lieu de combat est parcellaire et doit s'insérer dans un contexte de lutte plus général.

En fonction de cette contestation, le mouvement se propose de travailler à sa prochaine assemblée générale sur ces cinq points :

— Gestion tripartite de l'université : représentation par tiers de professeurs, assistants, étudiants, plus des observateurs des syndicats ouvriers et paysans.

— Suppression des fonctions du rectorat rendu inutile par la réalisation du premier point.

— Suppression des examens à partir du moment où seront mis en place des systèmes de travail qui remplaceront les sanctions actuelles des connaissances.

— Suppression de la division artificielle en facultés, et en écoles ; une université, des sections, pas de facultés.

— Droit d'expression vis-à-vis de l'opinion publique pour les mouvements étudiants.

# Les luttes étudiantes et ouvrières

Aujourd'hui tout le monde se rend compte que la France est dans un mouvement révolutionnaire. Qui l'aurait prédit, il y a 6 mois. Il faut donc poser la question de savoir ce qui a entraîné cette modification fondamentale de la situation politique en France.

Les luttes étudiantes ont démarré d'une façon modeste, avec des revendications dont même les militants étudiants ne voyaient pas exactement la portée. Les étudiants se rendaient compte que l'université jouait un rôle dans le maintien et le fonctionnement de la société actuelle. Dès lors, ils ont refusé de faire fonctionner cette société actuelle, comme si elle était la seule possible, comme si il était même inutile de réfléchir sur ce qu'ils allaient faire là-dedans, une fois qu'ils auraient leurs diplômes en poche : pour faire cette remise en question du rôle auquel, en fait, l'Université dans son fonctionnement actuel les destine, les étudiants avaient besoin d'une possibilité qu'en 1968 on aurait pu croire un droit incontesté, c'est-à-dire, pouvoir se réunir sur leur lieu de travail pour réfléchir ensemble à leur place future dans la société. Cela pouvait paraître sans danger mais, en fait, les étudiants voulaient ouvrir les yeux sur la société et le pouvoir a compris que cela était dangereux, car notre société ne marche que si personne n'est trop curieux et ne se demande si cela n'irait pas mieux en changeant un certain nombre de choses et pour commencer en enlevant leur toute-puissance à ceux qui commandent actuellement. Aussi le gouvernement n'a pas toléré que les étudiants se rassemblent à l'intérieur des facultés pour discuter de leurs problèmes. Il a envoyé les policiers. D'où arrestations et condamnations d'étudiants. Alors la masse des étudiants qui ne comprenaient pas très bien à quel point l'enjeu était important s'est rendu compte que puisque le pouvoir employait la force pour réprimer une simple mise en question du rôle de l'université, c'était bien qu'on avait un pouvoir qui ne repose que sur l'intimidation. Et puisque le gouvernement employait la force, il fallait lui répondre sur ce plan ; c'est pourquoi les étudiants sont descendus dans la rue : il fallait indiquer clairement que le problème de l'avenir des étudiants, les étudiants doivent en discuter entre eux et avec les autres couches de la nation avec lesquelles ils seront appelés à travailler et en premier lieu les ouvriers. L'important pour les étudiants, en effet, c'est de rentrer en contact avec les autres catégories de travailleurs pour organiser avec eux des rapports de travail qui n'oppressent personne.

Dans le fonctionnement actuel du système, le futur ingénieur, qu'il soit fils d'ouvrier ou de général, aura le rôle que tout le monde connaît au sein des entreprises. C'est contre ce genre de choses que les étudiants se sont soulevés. Le gouvernement a senti le danger et envoyé les C.R.S. dans la rue pour mater les étudiants. Personne, en effet, ne doit être trompé par la

propagande du gouvernement : d'abord, il a injurié et calomnié les étudiants pour que personne ne les prenne au sérieux et puis pour mieux les faire taire, il a envoyé les flics.

Résultat : dans la nuit, de vendredi à samedi, 30 000 gars dont beaucoup de jeunes chômeurs ont compris que la seule façon pour arracher quelque chose, c'était actuellement de se bagarrer et de ne pas démissionner devant les C.R.S. Aussi pour rétablir « l'ordre », la police a dû faire une véritable boucherie qui a révolté tout le pay et montré à chacun ce que c'était que ce gouvernement. Devant l'écœurement du pays, Pompidou a voulu lâcher du lest : il a laissé les étudiants revenir sur leur lieu de travail, c'est-à-dire dans les facultés et y discuter. Qu'est-ce qu'il attendait en faisant cela ? Il avait pensé que les étudiants se perdraient à discuter entre eux de problèmes secondaires purement internes à l'Université. Mais les étudiants ont deux revendications dont il est clair qu'elles intéressent tous les travailleurs :

- 1° liberté d'expression politique sur leur lieu de travail ;
- 2° contrôle des étudiants sur l'organisation et le but de leur travail.

Cela, c'était des revendications dont Pompidou pensait que le reste du pays ne s'y intéresserait pas. Mais tous les travailleurs avaient vu que c'était important et que finalement cela aurait été bien normal que ces revendications soient accordées. Par contre, chacun comprend bien que si les étudiants, en se battant et parce qu'ils se sont battus, ont obtenu quelques résultats intéressants, ce n'est pas eux qui amèneront les changements les plus importants et leurs luttes risquaient de demeurer sans trop de résultats si les travailleurs n'avaient pas pris le relais. Mais aujourd'hui, tout le monde est conscient que c'est devenu sérieux : les travailleurs ne sont pas prêts à se laisser bernier et Pompidou peut bien faire du chantage à l'anarchie, tout le monde sait bien que ce qui se passe, c'est que tous les travailleurs, ouvriers et étudiants, veulent vivre dans des conditions décentes et avoir leur mot à dire sur les problèmes qui les concernent. Et pour avoir quelque chose à dire, il faut qu'ils puissent se réunir entre eux, discuter voir ce qui se passe. C'est pour cela qu'ils réclament d'une part un salaire et des conditions de travail décentes et d'autre part des libertés syndicales indispensables pour pouvoir se prononcer sur leur travail et ne pas être menés, à l'aveuglette, tout le temps. C'est pour cela que les ouvriers se sont mis en grève à Flins, chez Renault, à Besançon chez Rhodiacéta, à Bayonne à la Manufacture d'armes, à Bordeaux chez Boudou, et maintenant à la S.N.C.F., dans les grandes gares. Et tous ces travailleurs occupent leurs usines parce que l'exemple des luttes passées et le dernier exemple des étudiants montrent qu'il n'y a que comme ça que des revendications importantes peuvent aboutir.

## Les lycéens de Fermat

Les lycéens ne veulent plus de la vie que Napoléon avait imaginée (à propos de Fermat).

### QU'EST-CE QU'UN C.A.L. ?

C'est un comité d'action lycéen, constitué à l'échelon local qui se donne pour but de créer dans le lycée un courant revendicatif axé sur la liberté d'expression, de réunion, le droit de vote au conseil de discipline, etc... Le comité d'action lycéen de Fermat fut créé il y a à peine 6 semaines. Dans ce laps de temps 6 tracts ont paru ; malgré la surveillance et la répression constantes de l'administration, un meeting a eu lieu le 7 mai auquel plus de cent lycéens ont participé, une grève a commencé le 10.

### AFFAIRE CLAUDE DAVID

Lundi 6 mai : C. David, militant du Comité d'action lycéen, a

été appréhendé par un agent de l'administration, alors qu'il diffusait à l'intérieur du lycée des tracts dénonçant le régime policier qui sévit actuellement dans le Lycée. Immédiatement convoqué en conseil de discipline, il fut réintégré provisoirement le lendemain à la suite d'une manifestation rassemblant plus de 2 000 étudiants et lycéens devant le Lycée. C. David fut ensuite interrogé par des policiers pendant une heure et demie au sujet d'inscriptions sur les murs du Lycée. Il faut remarquer le caractère scandaleux de l'intervention de la police dans une affaire interne au Lycée. Ainsi donc, la solidarité étudiants-lycéens n'est pas purement formelle : les lycéens, comme les étudiants doivent exiger le retrait de la police des affaires lycéennes et étudiantes. Quant à ceux qui trouvent navrant que les murs aient été salis par des inscriptions, nous leur répondront qu'il est bien plus navrant que les lycéens ne disposent d'aucun autre moyen pour faire connaître leurs opinions.

# LE SENS DE NOTRE LUTTE

La lutte que les étudiants mènent aujourd'hui à l'intérieur de l'Université prouve la portée de la rupture politique qu'ils ont contribué à créer. Les revendications avancées par les étudiants et sur lesquelles ils se mobilisent actuellement, ont un contenu politique concret : « Il s'agit de rompre la liaison sociale qui fait de l'université l'instrument docile au service du pouvoir en place. L'Université forme aujourd'hui les cadres destinés à perpétuer l'existence et le fonctionnement du système capitaliste actuel.

Il est clair dès lors que le silence politique organisé jusqu'ici à l'université sous le couvert de l'« objectivité » et de « l'impartialité » fait le jeu du pouvoir. En clair : l'université exerce un rôle éminemment politique puisqu'elle assure « la » fonction sociale privilégiée : habituer les hommes à un système en leur ôtant toute possibilité pratique de prendre conscience de l'oppression de fait qu'ils subissent.

La mise en évidence de ce jeu de dupes implique dès lors un préalable : il faut imposer un débat politique à l'université qui permettra la mise en évidence du rôle répressif que joue implicitement l'université d'aujourd'hui. Nous avons obtenu après un affrontement violent avec les flics l'exercice de ce droit fondamental : liberté d'expression sur les lieux de travail.

L'expérience de ce droit depuis plus d'une semaine déjà, montre qu'il n'y a pas là une revendication vide de sens. La neutralité, l'« apathie » que la plupart des responsables dénonçaient comme le fondement de la stagnation politique actuelle n'étaient, en fait, que la sanction de l'absence actuelle de perspectives politiques claires. En fait, les débats qui se mènent actuellement à l'intérieur de la faculté démontrent que l'apathie

se dissipe dès lors que la confrontation libre devient possible : elle permet à l'intérieur des masses elles-mêmes l'émergence d'un nouveau type de revendications.

La revendication essentielle avancée actuellement concerne l'université autonome. Ce n'est pas pour nous une fin en soi. Nous ne voulons pas une université qui vivrait à l'écart de la société, en parasite. Ce que nous voulons, c'est une université qui fonctionne au service de tous ceux qui font partie de la société. Dans ces conditions, l'université autonome apparaît, d'abord, comme une rupture avec le fonctionnement actuel. L'université produit des cadres sans que personne ne s'interroge et sur la formation de ces cadres et sur leur place dans la société. De plus, c'est pour nous un moyen qui nous permettra de contrôler cette formation et de nous interroger sur notre avenir. Le but essentiel demeure, la possibilité de trouver une structure dont l'université autonome constitue le premier pas ; qui nous permettra de définir avec les autres travailleurs des rapports techniques et sociaux qui n'oppriment personne et en premier lieu ceux qui ont peu de qualification.

Dans la même optique, nous avons mis en question nos conditions de travail. A l'heure actuelle un étudiant travaille (ou ne travaille pas) pendant toute une année sans que personne ne se soucie de lui, puis, le jour de l'examen, en quelques heures, un examinateur inconnu décide si oui ou non ce qu'il a fait toute l'année est satisfaisant. Nous trouvons ces conditions de travail aggravées pour beaucoup d'entre nous par la nécessité de faire un travail annexe pour vivre, intolérables et c'est pourquoi nous avons décidé de manière impérative d'exiger dorénavant un contrôle de notre travail qui ne soit plus autant fonction du hasard.

---

## OPPRESSION ET LIBERTÉ

La soumission du plus grand nombre au plus petit, ce fait fondamental de presque toute organisation sociale, n'a pas fini d'étonner tous ceux qui réfléchissent un peu. Nous voyons dans la nature les poids les plus lourds l'emporter sur les moins lourds, les races les plus prolifiques étouffer les autres. Chez les hommes, ces rapports si clairs semblent renversés. La nécessité impitoyable qui a maintenu et maintient sur les genoux les masses d'esclaves, les masses de pauvres, les masses de subordonnés n'a rien de spirituel ; elle est analogue à tout ce qu'il y a de brutal dans la nature. Et pourtant elle s'exerce apparemment en vertu de lois contraires à celles de la nature. Comme si, dans la balance sociale, le gramme l'emportait sur le kilo.

Les uns, du côté qui fait appel aux masses veulent montrer que cette situation est non seulement inique, mais aussi impossible, du moins pour l'avenir proche ou lointain. Les autres, du côté qui désire conserver l'ordre et les privilèges, veulent montrer que le joug pèse peu, ou même qu'il est consenti. Des deux côtés, on jette un voile sur l'absurdité radicale du mécanisme social, au lieu de regarder bien en face cette absurdité apparente et de l'analyser pour y trouver le secret de la machine. En quelque matière que ce soit, il n'y a pas d'autre méthode pour réfléchir. L'étonnement est le père de la sagesse, disait Platon.

Sans doute, en toute occasion, ceux qui ordonnent sont moins

nombreux que ceux qui obéissent. Mais précisément parce qu'ils sont peu nombreux ils forment un ensemble. Les autres, précisément parce qu'ils sont trop nombreux, sont un plus un plus un, et ainsi de suite. Ainsi la puissance d'une infime minorité repose malgré tout sur la force du nombre. Cette minorité l'emporte de beaucoup en nombre sur chacun de ceux qui composent le troupeau de la majorité. Il ne faut pas en conclure que l'organisation des masses renverserait le rapport. On ne peut établir de cohésion qu'entre une petite quantité d'hommes. Au-delà il n'y a plus que juxtaposition d'individus.

Il y a cependant des moments où il n'en est pas ainsi. A certains moments de l'histoire, un grand souffle passe sur les masses ; leurs respirations, leurs paroles, leurs mouvements se confondent. Alors rien ne leur résiste. Tacite, dans quelques pages qui décrivent une sédition, a su parfaitement analyser la chose. « Le principal signe d'un mouvement profond, impossible à apaiser, c'est qu'ils n'étaient pas disséminés ou manœuvrés par quelques-uns, mais ensemble ils prenaient feu, ensemble ils se taisaient, avec une telle unanimité et une telle fermeté qu'on aurait cru qu'ils agissaient au commandement ».

Les puissants n'ont pas d'intérêt plus vital que d'empêcher cette cristallisation des foules soumises, ou du moins, car ils ne peuvent pas toujours l'empêcher, de la rendre la plus rare possible. Entretenir un sentiment d'impuissance, c'est le premier article d'une politique habile de la part des maîtres.